

**JE SUIS
CHARLIE**

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Un point de vue de gauche, réformiste et indépendant

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2064

Edition du
12 janvier 2015

DANS CE NUMÉRO

Vœux confédéraux (Jean-Daniel Delley)

Place du marché, la leçon d'instruction civique de Simonetta Sommaruga

L'asile, malgré le terrorisme islamiste (Albert Tille)

Le drame des réfugiés syriens exige une réponse européenne

Les banques suisses toujours trop grandes pour faire faillite (Jean-Daniel Delley)

L'exigence de fonds propres a pour but de changer le comportement des banques

L'histoire de l'école vaudoise à travers celle des cahiers d'élèves (Pierre Jeanneret)

Yvonne Cook, Geneviève Heller, Sylviane Tinembart, *Ouvrez les cahiers! Collection vaudoise 19e-20e siècles*, La Chaux-de-Fonds et Pontarlier, Ed. du Belvédère, 2014, 175 pages

La communication scientifique ne fonctionne pas à sens unique (Invité: René Levy)

Les décideurs politiques peinent à tenir compte des informations livrées par les études scientifiques

Vœux confédéraux

Place du marché, la leçon d'instruction civique de Simonetta Sommaruga

Jean-Daniel Delley - 07 janvier 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27060>

En moins de cinq minutes, dans un langage clair et imagé, la présidente de la Confédération a su caractériser ce que devrait être une économie à visage humain et une société démocratique.

Parlant depuis le marché de la place Fédérale, entre fruits et légumes, Simonetta Sommaruga ne s'est pas contentée d'[exprimer des vœux](#) convenus. En deux mots, elle est parvenue à qualifier tout à la fois le marché et le système politique helvétique.

Pour elle, le marché du coin représente à la fois la confiance et la proximité. Deux qualités que les penseurs libéraux estimaient indispensables au bon fonctionnement des rapports complexes entre offre et demande. Connaissance de son partenaire et informations

également partagées créent les conditions d'un échange optimal, nous enseignent les pères de l'économie de marché. Tout le contraire de nos marchés anonymes et imprévisibles qui dictent leur loi et permettent toutes les manipulations.

La mondialisation n'a pas pour autant éliminé le marché du coin. Elle l'a enrichi en élargissant l'offre à des produits du monde entier. Cette complémentarité entre traditions et ouverture au monde, c'est aussi ce qui fait vivre la Suisse.

La présidente de la Confédération n'a pas manqué de rappeler son attachement à la démocratie directe, comme elle l'a déjà évoqué dans plusieurs [interviews](#). Une forme de gouvernement qui implique également confiance

et proximité. Confiance dans les institutions, même lorsque certaines décisions - voir la votation du 9 février dernier - surprennent et déçoivent. Proximité et complémentarité des différents pouvoirs - peuple, parlement et gouvernement - qui garantissent le fonctionnement des institutions.

Entre poires et mangues, choux-fleur et carottes, Simonetta Sommaruga a su rappeler avec calme et simplicité la double dimension de notre identité: traditions et ouverture. Renvoyant dos à dos les passésistes qui ne voient notre salut que dans le repli et les technocrates pour qui la participation populaire représente une contrainte dépassée. Une grande et brève leçon d'instruction civique entre les stands du marché de la place Fédérale.

L'asile, malgré le terrorisme islamiste

Le drame des réfugiés syriens exige une réponse européenne

Albert Tille - 11 janvier 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27073>

Deux cargos pourris chargés de 1'200 Syriens lancés sans pilote sur les côtes italiennes troublent la digestion d'après Nouvel An. Le patron du HCR

[appelle](#) l'Europe à réagir face au nombre record des [personnes déplacées](#) dans le monde.

En Suisse, [27 organisations](#)

d'entraide demandent au Conseil fédéral d'accueillir 100'000 Syriens parmi les quelque trois millions qui ont fui leur pays depuis le début du

conflit. Mais le mouvement de solidarité en Europe n'est pas comparable à celui de 1975 envers les *boat people* vietnamiens, les Tchécoslovaques en 1968 ou les Hongrois en 1956.

Ils étaient de «bons» migrants, des victimes du communisme. Aujourd'hui, ce sont essentiellement des musulmans, victimes d'autres musulmans, qui débarquent dans une Europe confrontée à la fois à des démonstrations d'islamisme radical que l'on n'a guère su affronter, surtout à gauche, et à des manifestations de rejet global des musulmans: dans la France «*lepennienne*», en Grande-Bretagne, dans des pays plus inattendus comme le Danemark ou la Suède. N'oublions pas non plus que 57,5% de l'électorat suisse a interdit en 2011 la construction de minarets. Tout récemment en Allemagne, ce sont les «*patriotes contre l'islamisation de l'Occident*» ([Pegida](#)) qui se mobilisent - essentiellement dans les *Länder* de l'Est, où les migrants turcs sont pourtant peu nombreux. Et ce ne sont pas les appels ressassés au refus de l'amalgame qui, après la tuerie à *Charlie Hebdo*, vont empêcher une poussée d'islamophobie. N'a-t-on pas entendu, au lendemain de l'attentat, le conseiller national UDC [Wobmann](#) demander de refuser les requérants d'asile en provenance de Syrie et d'Irak pour prévenir les attentats?

Malgré le climat de rejet, voire de haine, d'une frange

importante de l'opinion et face au drame des migrations, la conseillère fédérale Sommaruga se doit de répondre aux organisations d'entraide. Comme le permet expressément la loi sur l'asile, le Conseil fédéral pourrait octroyer quelques milliers de permis provisoires à des personnes en danger, après avoir consulté les cantons, les œuvres humanitaires et le HCR.

Mais l'enjeu migratoire dépasse largement un pays isolé. La réponse ne peut être qu'à l'échelle du continent. Et Simonetta Sommaruga devrait confirmer ouvertement ce qu'elle a dit en octobre passé à Luxembourg lors de la réunion ministérielle de la Convention de Dublin: la disponibilité de la Suisse à une *clé de répartition obligatoire* des migrants entre tous les pays signataires.

Avec une péréquation solidaire, nous sommes au cœur de l'indispensable réforme de Dublin ([DP 2050](#)). Sa [réglementation](#) prévoit qu'un seul pays est responsable de traiter une demande d'asile: celui du premier accueil. C'est mettre en première ligne la Grèce, l'Italie, l'Espagne et les pays aux frontières de l'Est qui devraient enregistrer puis accueillir tout le flot des migrants.

La réalité est tout autre. Les enregistrements sont, volontairement ou non, lacunaires et trois quarts des requérants se concentrent en Suède, Allemagne, Italie,

Grande-Bretagne et en France. La Suisse fait aussi sa part. La simplification voulue initialement par le règlement de Dublin devient confusion et controverse. La vraie réforme consisterait à créer des centres d'accueil européens aux points d'entrée appliquant des critères unifiés d'acceptation de l'asile, puis de répartir équitablement les réfugiés dans chaque pays. A son échelle, la Suisse a vécu cet apprentissage ([DP 748](#)) qu'elle parachèverait avec la réforme Sommaruga en cours ([DP 2000](#)): elle applique depuis la fin des années 80 une clé de répartition des requérants qui a évité que seuls les cantons d'entrée ploient sous la charge - et finissent pas se rebeller -, tout en obligeant l'ensemble du pays à affronter le problème. L'Allemagne, longtemps hostile à une clé de répartition, y serait aujourd'hui favorable. Mais modifier la Convention nécessite l'unanimité des pays membres.

Selon le [Tages Anzeiger](#), la réforme que devrait prochainement proposer le Grec Dimitris Avramopoulos, commissaire européen aux migrations, accorderait plutôt la priorité au renforcement du contrôle aux frontières extérieures, mais aussi à une migration facilitée par un octroi plus large de la [Carte bleue](#) européenne permettant l'accueil de ressortissants de pays tiers bien formés. Ces nouveautés s'ajouteraient à la traditionnelle [aide](#) aux pays d'origine des migrants. Bref, un programme minimum...

Les banques suisses toujours trop grandes pour faire faillite

L'exigence de fonds propres a pour but de changer le comportement des banques

Jean-Daniel Delley - 26 décembre 2014 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27046>

Dans son [rapport](#) qui vient d'être publié, le groupe d'experts chargé par le Conseil fédéral de développer la stratégie en matière de marchés financiers accorde une bonne note à la Suisse.

Pour ce qui est de la stabilité du système financier, notre pays a joué un rôle de pionnier en matière de mesures prudentielles: niveau des fonds propres, liquidités et répartition des risques. Pourtant, notent les experts, même la mise en œuvre exhaustive de ces mesures ne résoudra pas le problème du *too big to fail*, à savoir l'intervention financière des pouvoirs publics en cas de défaillance de l'une des deux grandes banques helvétiques. En clair, UBS et Credit Suisse continuent de bénéficier d'une garantie implicite de l'Etat.

La révision de la loi fédérale sur les banques, entrée en vigueur le 1er mars 2012, a

d'emblée placé notre pays dans le peloton de tête de la régulation, aussi bien en ce qui concerne la rapidité de la réaction que le niveau des exigences. Mais depuis lors d'autres places financières – Londres et New York notamment – ont rattrapé leur retard et même dépassé les exigences du *swiss finish*.

D'ailleurs, le respect de ces règles prudentielles à l'échéance de 2019 n'exigera des deux grandes banques que 4 à 5% de fonds propres par rapport à leur bilan. Il y a une année, Eveline Widmer-Schlumpf évoquait un taux de 6 à 10%, ce qui provoqua aussitôt une chute du cours de leurs actions. Une réaction qui n'a rien pour surprendre puisque le rendement diminue en fonction de l'importance des fonds propres.

A noter qu'un rendement élevé obtenu grâce à un faible niveau de fonds propres résulte d'une

prise de risques dont les actionnaires ne supporteront pas les effets négatifs, mais bien les contribuables.

On voit bien l'enjeu. Des règles sévères en matière de fonds propres visent à éviter que la collectivité ne soit sollicitée en cas de défaut des établissements bancaires. Cette sévérité devrait conduire ces derniers à revoir leur modèle d'affaires en écartant les opérations à risques qui procurent des rendements sans rapport avec la santé de l'économie globale.

L'économiste américaine [Anat Admati](#) n'hésite pas à proposer un taux de 20 à 30%, un *ratio* de levier qui permettrait d'éviter la multiplication des mesures de contrôle et garantirait un système bancaire au service de l'économie, alors qu'aujourd'hui ce système représente plutôt un risque pour l'économie.

L'histoire de l'école vaudoise à travers celle des cahiers d'élèves

Yvonne Cook, Geneviève Heller, Sylviane Tinembart, *Ouvrez les cahiers! Collection vaudoise 19e-20e siècles*, La Chaux-de-Fonds et Pontarlier, Ed. du Belvédère, 2014, 175 pages

Pierre Jeanneret - 09 janvier 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27067>

Voici un ouvrage original qui contient peu de texte et qui est

néanmoins fort instructif. Il est basé essentiellement sur des

documents visuels, assortis de brefs commentaires explicatifs.

Il suit une démarche chronologique. Chaque période est donc précédée d'une introduction synthétique, qui rappelle les dates clés de l'histoire de l'école dans le canton de Vaud, ses grandes mutations, ainsi que l'introduction et l'application des théoriques pédagogiques: par exemple celle de Friedrich Froebel et sa méthode visant à susciter le travail manuel et artistique créatif de l'enfant, ou celle, plus connue, de Maria Montessori.

Les cahiers d'école sont riches en informations, tant sur l'évolution des branches enseignées et leur contenu que sur les outils pédagogiques et les moyens techniques au service de l'écriture (porte-plume, stylo, crayon de couleur, etc.) Pour celles et ceux d'entre nous qui les ont connus, voire conservés, ils demeurent des témoins visibles, assortis d'un brin de nostalgie, de notre vie scolaire, avec ses joies et ses peines. Ils sont accompagnés du fameux «*carnet journalier*» qui recense les tâches, les «*devoirs*» à accomplir.

La collection présentée ici provient de la [Fondation vaudoise du patrimoine scolaire](#), sise à Yverdon-le-Bains. Il est cependant évident que l'intérêt du livre déborde largement les frontières vaudoises, vu les similitudes – malgré certaines différences – entre les systèmes scolaires dans les différents cantons romands, sinon suisses.

Deux des auteures, Yvonne

Cook et Sylviane Tinembart, sont des spécialistes diplômées des sciences de l'éducation. La troisième, l'historienne Geneviève Heller, bien connue pour sa remarquable thèse *Propre en ordre* consacrée à l'hygiène et à la morale qui l'accompagne, s'est surtout consacrée ces dernières années à l'école.

Les cahiers retenus ne l'ont pas été pour leur beauté ou leur originalité particulières, mais parce qu'ils sont représentatifs des époques concernées et de leurs spécificités.

Un chapitre liminaire est consacré à l'école enfantine. A titre d'exemple, on relèvera le dessin «*Pompiers tenant une lance d'incendie*», qui constitue un entraînement, sous une forme ludique, à tracer des lignes horizontales, dans le cadre de la pré-écriture. Puis, pour l'école primaire, l'ouvrage procède par grandes périodes, allant de 1830 à nos jours. Entre 1830 et 1860, le support essentiel est l'ardoise, dont l'usage perdurera d'ailleurs jusqu'au milieu du 20^e siècle en tout cas.

Le cahier est donc considéré comme un objet précieux, dont il convient de remplir toutes les pages pour n'en point gaspiller les feuillets. Une grande importance est accordée à la calligraphie, celle-ci étant souvent mise au service de sentences morales. Quant à l'enseignement du calcul, il vise la vie professionnelle future d'une population le plus souvent rurale et modeste. De même, le dessin (par exemple

celui d'une machine à vanner les céréales) sera utile aux artisans et aux ouvriers.

Rendue obligatoire et gratuite par la Constitution fédérale de 1874, l'instruction publique a atteint vers 1900 un développement remarquable dans le canton. Avec l'arrêté du 31 janvier 1891, le matériel scolaire de base est désormais fourni gratuitement: notamment l'ardoise, les cahiers avec buvard, la fameuse boîte en bois destinée à contenir les crayons et le porte-plume, dont les aînés parmi les lectrices et lecteurs de DP se souviennent bien. En revanche, le sac d'école (si possible en peau) reste à la charge des familles. Son achat constitue un grand moment dans la vie de l'enfant.

La qualité de l'écriture manuscrite continue de faire l'objet de la plus grande attention. Mais combien l'usage du porte-plume trempé dans l'encrier se révèle difficile! L'encre génère «*pâtés*» et taches qui sont sanctionnés.

On s'amusera à la lecture de locutions du parler local considérées comme vicieuses: ainsi sont stigmatisés «*crochon*», «*crousille*», «*déguiller*», «*dépendre*»... Les puristes ne les reprochaient-ils pas à C.-F. Ramuz lui-même? La comptabilité reste importante pour la tenue d'un ménage ou la gestion d'un atelier ou d'une petite entreprise. Les cartes de géographie sont dûment dessinées et coloriées par

l'élève, ce qui constituait à nos yeux un excellent moyen mnémotechnique, dont nous regrettons l'abandon. On notera aussi que certains travaux scolaires sont réservés «*au sexe*» (féminin), mais comme ils ne concernent guère les cahiers, l'ouvrage n'en fait que peu état.

Les années 1950 à 1970 apportent de grands changements. C'est l'époque des Trente Glorieuses, de la prospérité économique, de l'intégration des méthodes actives. Une époque marquée aussi par la diminution du nombre d'élèves par classe et l'introduction de la mixité. Les cahiers perdent leur austérité et sont désormais riches en illustrations. L'écriture est souvent exercée sur des textes inventés (compositions). En géographie, une large place continue à être accordée aux

différentes régions du canton, par exemple celle de la Venoge, avec ses villes et autres cours d'eau.

Dès 1980, le volume du matériel papier distribué à l'élève augmente considérablement. Le cahier est de plus en plus remplacé par des fiches, photocopies ou brochures. La «*fourre*» destinée à le protéger, qui faisait le bonheur des mamans(!) disparaît progressivement, mais peut-être aussi avec elle la conscience par l'enfant du caractère précieux du matériel scolaire.

L'image prend une importance croissante. Néanmoins on observe des constantes: ainsi l'apprentissage de base de l'écriture manuscrite, remise en question aujourd'hui, on le sait, par les tenants du tout informatique. Les nouvelles

théories grammaticales s'imposent, avec notamment le concept de «*suite du verbe*»... qui souvent précède celui-ci dans la phrase! Le parler local, jadis stigmatisé, est désormais intégré dans l'enseignement de la langue, comme spécificité régionale et témoin de la multiculturalité: un petit lexique propose donc «*clopet*», «*chenoille*» ou «*pottu*»... L'apprentissage, de manière générale, se veut plus ludique.

Un ouvrage comme [Ouvrez les cahiers!](#) sera-t-il possible dans 50 ans, au vu de l'usage croissant du clavier? «*Quelles seront à l'avenir les traces tangibles de la pratique scolaire?*» C'est sur cette interrogation que se clôt le livre. Notons que la même question se pose pour les sources dont disposera l'historien des décennies futures.

La communication scientifique ne fonctionne pas à sens unique

Les décideurs politiques peinent à tenir compte des informations livrées par les études scientifiques

Invité: René Levy - 06 janvier 2015 - URL: <http://www.domainepublic.ch/articles/27055>

Les médias suisses (et pas seulement eux) s'accordent sur le fait que la science doit rendre des comptes à la société et qu'inversement la société a besoin de résultats scientifiques. Il ne fait pas de doute que la concrétisation de cette vision, en soi incontestable, nécessite une communication accrue et de

meilleure qualité de la part de la science.

Constatant un important «*besoin d'orientation sur la science et ses conséquences*», deux responsables de la fondation [Science et Cité](#) ont rappelé cette exigence dans une récente tribune ([NZZ du 25.11.2014](#)). Ils y plaident pour

l'amélioration et la professionnalisation de la communication scientifique.

Si la situation était aussi simple, les efforts de «*transfert*» considérables et parfaitement professionnels entrepris par le Fonds national de la recherche scientifique, notamment quand il s'agit de

programmes nationaux de recherche (PNR), feraient de la Suisse une des sociétés les mieux informées du monde; ils garantiraient que sa politique se construit sur un terreau saturé de résultats scientifiques.

Cependant, l'expérience pratique montre que le passage d'informations vers la pratique se présente très différemment selon les disciplines, que le genre de destinataires varie énormément et que, par conséquent, des stratégies de contact fort différentes s'imposent. Elle montre en outre que tous les domaines d'action et leurs responsables ne sont pas également avides d'être renseignés de manière scientifique.

S'agissant par exemple de résultats des sciences sociales, les destinataires pertinents sont souvent des acteurs politiques. La communication se heurte alors fréquemment à des résistances idéologiques, résistances qui peuvent prendre des formes multiples et variées. A commencer par la simple mise en question du sérieux et de la fiabilité de résultats d'enquête si ces derniers contredisent des représentations ou des objectifs auxquels on tient particulièrement. Ou par l'exigence d'études supplémentaires. Ou encore en présentant les sciences sociales comme peu scientifiques et

crédibles. Ou tout simplement en renonçant à consulter les connaissances issues de ces sciences. Au pire, les constats scientifiques sont taxés d'élucubrations idéologiques.

A titre d'exemple, mentionnons l'une des 21 études réalisées dans le cadre du PNR 60 sur les politiques d'égalité entre les sexes en Suisse (2010-2014). Cette recherche portait sur [la politique basée sur la preuve empirique et ayant des conséquences pour l'égalité](#) (tous les cantons, période législative 2008-2011). Parmi ses résultats figurent les trois constats suivants:

- Environ la moitié des personnes chargées d'élaborer des projets de loi en matière de fiscalité et de transferts sociaux se disaient informées des recherches pertinentes en matière d'égalité. Néanmoins, l'utilisation argumentative de ces connaissances dans les messages sur ces lois restait extrêmement rare.
- Sur les 60 procédures législatives étudiées, on n'en trouve que huit pour discuter explicitement des informations fournies par les services cantonaux en charge de l'égalité.
- Lors des procédures législatives dans ces deux domaines, les responsables de département appartenant à un parti bourgeois se sont

moins souvent référés à des informations pertinentes pour l'égalité et prouvées empiriquement que leurs collègues de gauche, et ce de manière statistiquement significative.

Visiblement, la demande de connaissances fondées scientifiquement n'est pas particulièrement forte dans ce domaine thématique. De surcroît, elle s'avère dépendante de l'orientation politique.

Il serait donc illusoire de supposer un intérêt de principe pour les résultats fournis par la science, sans différence entre disciplines, thèmes et acteurs responsables. Par conséquent, tout concept de communication réaliste doit partir de l'idée que la communication entre science et pratique exige une adaptation à la situation concrète (quelle science? quelle pratique? quelles interlocutrices et interlocuteurs?).

Mais à cette exigence adressée à juste titre aux scientifiques - le droit des obligations parlerait de dette portable - doit correspondre une réceptivité des politiques - une dette quérable. Sans quoi la science restera seule à prêcher dans le désert.

Première publication ([en allemand](#)) dans la NZZ du 16.12.2014

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Vœux confédéraux

<http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/aktuell/reden---interviews/reden/2015/2015-01-01.html>

<http://www.ejpd.admin.ch/ejpd/fr/home/aktuell/reden---interviews/interviews/2014/2014-12-110.html>

L'asile, malgré le terrorisme islamiste

http://www.letemps.ch/Page/Uuid/7c0668ea-929d-11e4-9ac8-723e124a5af7/ll_y_a_51millions_de_personnes_d%C3%A9plac%C3%A9es_de_force_dans_le_monde._Cest_effroyable

http://www.unhcr.org/pages/4a013eb06.html#_ga=1.26101373.1766227758.1420885958

<http://www.24heures.ch/suisse/suisse-devrait-accueillir-100-000-refugies-syriens/story/27139598>

<http://fr.wikipedia.org/wiki/PEGIDA>

<http://www.24heures.ch/suisse/politique/polemique-demarre-suisse/story/11727808>

<http://www.domainepublic.ch/articles/26277>

<https://www.bj.admin.ch/dam/data/bj/sicherheit/gesetzgebung/archiv/schengen-dublin/factsheets/5-1-f.pdf>

<http://retro.seals.ch/digbib/view?pid=dop-001:1984:-:341>

<http://www.domainepublic.ch/articles/23735>

<http://www.tagesanzeiger.ch/ausland/europa/Der-Kampf-gegen-Menschenschmuggel-hat-fuer-die-EU-TopPrioritaet/story/21380325>

<http://www.apply.eu/fr/>

http://europa.eu/geninfo/query/resultaction.jsp?SMODE=2&ResultCount=10&Collection=EuropaFull&Collection=EuropaSL&Collection=EuropaPR&ResultMaxDocs=200&qtype=simple&DefaultLG=fr&ResultTemplate=%2Fresult_fr.jsp&page=1&QueryText=Asile+&y=19&x=20

Les banques suisses toujours trop grandes pour faire faillite

<http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/37612.pdf>

<http://www.tagesanzeiger.ch/wirtschaft/unternehmen-und-konjunktur/Auf-Aufklaerungsmission-in-der-Bankeinstadt/story/21507034>

L'histoire de l'école vaudoise à travers celle des cahiers d'élèves

<http://musee-ecoles.ch/>

http://www.editions-belvedere.com/menu-principal/collections/histoire-regionale/ouvrez-les-cahiers_416.php

La communication scientifique ne fonctionne pas à sens unique

<http://www.science-et-cite.ch/>

<http://www.nzz.ch/meinung/debatte/wissenschaft-vermitteln-1.18431297>

http://www.nfp60.ch/SiteCollectionDocuments/Projekte/nfp60_projekte_balthasar_zusammenfassung_proje

ktergebnisse_lang.pdf

<http://www.nzz.ch/meinung/debatte/es-gibt-auch-eine-holschuld-1.18444896>